

1929 ?

lundi 14 avril 2008, par [JOHSUA Isaac](#) (Date de rédaction antérieure : 12 avril 2008).

Krachs boursiers à répétition, baisses en catastrophe des taux de la banque centrale américaine, paniques en cascade : la crise financière actuelle est-elle semblable à celle de 1929 ? Les points de comparaison ne manquent pas. Dans les deux cas une bulle (boursière alors, immobilière aujourd'hui) est au point de départ des événements. Dans les deux cas, le surendettement des ménages américains active la spirale dépressive. Dans les deux cas, la banque est l'épicentre d'une crise qui se déploie. En 1931, la chute de la livre anglaise a marqué la deuxième phase de la grande crise. Aujourd'hui plane la menace d'un krach du dollar, qui ferait tomber la monnaie internationale actuelle, comme était tombée celle d'avant 1914.

Il est vrai que nous n'avons plus les contraintes d'un système monétaire international assis sur l'or, comme c'était le cas en 1929. Il est également vrai que nous disposons d'importants stabilisateurs de l'activité (guère présents en 1929), qu'il s'agisse du poids des allocations dans le revenu des ménages ou de celui du budget public dans le PIB. Il est surtout vrai que la grande crise était double, tout à la fois américaine et européenne, alors que celle d'aujourd'hui irradie à partir des seuls Etats-Unis. Mais, en sens inverse, nombreux sont les facteurs aggravants qui peuvent être recensés. A commencer par la mondialisation actuelle, car les frontières du monde capitaliste ont été repoussées, la sphère dans laquelle les perturbations circulent est bien plus vaste qu'auparavant et des pays tels que la Chine peuvent rajouter leurs propres fragilités aux nôtres. Des innovations financières sont venues charger la barque : tel est le cas de la titrisation des créances, dont on parle beaucoup, mais également de la collectivisation de l'épargne, qui multiplie les fonds d'investissement ou de pension à l'équilibre instable. Enfin, l'interconnexion de la planète, qui n'était qu'envisageable en 1929, est maintenant chose faite et si les vagues montantes sont rapidement diffusées, ainsi en est-il également des vagues descendantes.

La conclusion qui s'impose est que, s'il ne peut y avoir redite de 1929 (car tout événement historique est unique), l'hypothèse d'une nouvelle crise majeure ne peut être écartée. Ce qu'a d'abord montré la grande crise, c'est de quoi le système est capable, s'il est laissé à lui-même. La preuve nous en est à nouveau administrée. C'est pourquoi la crise actuelle devrait marquer le grand retour de l'Etat. La bulle « internet », qui a mené à la récession de 2001, aurait pu être évitée si (par la loi, la taxation, les contrôles) les Bourses de valeurs avaient été mises hors d'état de nuire. La bulle immobilière actuelle aurait pu être évitée si on avait étroitement réglementé les conditions d'octroi des prêts par les banques. On a laissé à la finance la bride sur le cou, et voilà le résultat.

Or, au lieu d'un effort visant à tirer les leçons de l'événement, que voyons-nous ? Un refus de s'interroger sur les origines de la crise, et, pour l'expliquer, l'accent mis sur l'incompétence, la cupidité ou l'irresponsabilité. On veut ignorer l'instabilité systémique croissante réapparue (comme par hasard !) à partir du moment où les garde-fous hérités de 1929 ont été jetés par-dessus bord. On poursuit tranquillement le chemin d'une politique de libéralisation à outrance, envisageant même d'en accélérer la mise en œuvre. La Commission Attali, convoquée sur la croissance, n'a rien trouvé de mieux à proposer que d'accentuer le cours libéral qui nous a menés à la crise dans laquelle nous patageons. Le pays du libéralisme triomphant - les Etats-Unis - est celui qui nous a précipités dans la crise, et c'est justement celui qu'on nous propose d'imiter !

Par la relation de marché, les hommes entrent en rapport en tant que propriétaires privés. Ce

faisant, ils confient leur sort à un fétiche qu'ils ont créé mais qu'ils ne gouvernent pas. Toute parole tombée de la bouche du golem est sacro-sainte et doit s'imposer aux hommes qui ont pourtant façonné la marionnette de leurs mains. Fort heureusement, ces hommes sont aussi membres de la cité : ils peuvent, à ce titre, soumettre la production et sa destination à la claire conscience des citoyens rassemblés, et non aux décisions arbitraires d'un fétiche aveugle. Il est temps, il est plus que temps de tourner la page libérale. Il est temps, il est plus que temps de mettre la politique au poste de commande.

P.-S.

* Paru dans L'Humanité du 12 avril 2008.

* Isaac Johsua est économiste, membre du Conseil scientifique d'Attac.